

Séparation entre Etat et cultes ... en 2341... peut-être...

Les conditions n'ont jamais été meilleures en vue d'une séparation entre l'Etat et les cultes, quels qu'ils soient. Lors d'un débat de désorientation à la Chambre des députés, mardi dernier, tous les partis présents donnaient l'impression d'y être favorable, d'une manière ou d'une autre... Peut-être que le sujet de la discussion, suscitée par des écolo-libéraux en mal de profil de gauche, était mal formulé. Il n'y était nullement question de « séparation », mais plutôt de « redéfinition des relations » entre Etat et organisations religieuses. Pas étonnant, dès lors, que chacun voyait midi à sa porte et que c'était mal barré dès le départ.

Tout changer pour que rien ne change. C'est un peu la devise de Pol Hirmi Meyers et des députés chrétiens-sociaux. D'accord avec tout le monde sur presque tout – il est toujours bon de se montrer ouvert et conciliant –, mais peut-être pas sur ce point de détail: le financement de certains cultes par l'Etat. L'argent étant toujours le nerf de la guerre, les curetons du parti majoritaire mettent ainsi leur veto au vieux rêve des laïcards!

La fraction socialiste à l'ordre avait de toute façon déjà baissé les bras avant même le début des hostilités. En réponse à un sondage réalisé récemment par l'AHA (« Allianz von Humanisten, Atheisten an Agnostiker ») sur la question, les sociaux avaient répondu à l'unisson que: oui, bien sûr, ils étaient de tout cœur opposés à tout financement des cultes par l'Etat. Mais que, hélas! imposer une séparation entre Etat et cultes n'était pas envisageable lors de cette législature, pour cause de coalition avec les chré-

tiens-sociaux... Les sociaux ont au moins le mérite de la lucidité.

Ce qui ne les empêche nullement, par ailleurs, de proférer des discours enflammés à la Chambre des députés! Tel un Alex Baudruche, président de parti, qui allait même jusqu'à lancer l'idée d'un référendum sur la question. Du moment que ce ne sont pas les socialistes eux-mêmes qui doivent prendre une décision...

Parler de la Révolution pour ne pas avoir à la faire

Cela dit, on peut douter du sérieux de la proposition. Le Lasep n'a pas encore vraiment digéré l'issue du référendum sur le traité constitutionnel, la position des électeurs socialistes ayant été à l'exact opposé de l'enthousiasme pro-européiste manifesté par les députés socialistes. De plus, comment expliquer que l'on demanderait bien son avis au peuple dans ce cas-ci, alors qu'on n'envisage nullement de le consulter en ce qui concerne la réforme de la Constitution luxembourgeoise? Car c'est bien connu, le peuple n'y comprend rien, il ne répondrait pas à la question qui lui serait posée, n'est-ce pas?

Baudruche a tout de même parfaitement raison en ce qui concerne l'issue de la question: « Mäer gesinn dëse Meenungsaustausch deemno nët als de Schluss, mee eng Tëschenetapp an engem méllaangen Reflexiouns- an Entscheidungsprozess. »

Passer son temps à parler de la Révolution pour ne pas avoir à la faire... Un éminent politologue disait que la fonction

objective du Parti communiste français, c'était de maintenir l'ordre établi. On pourrait dire la même chose des partis luxembourgeois soi-disant laïcs qui entendent séparer Etat et cultes.

Chomski



de la salle pour vous forcer manu militari à vous asseoir là où elle l'avait décidé, tout en vous réclamant un juteux pourboire afin de la compenser pour le ton hautain avec lequel elle vous avait accueilli. Heureusement, l'ouvreuse incroyable qui vous sert ses vacheries chaque semaine dans le Krop n'est pas de la même souche, elle n'a pas encore de toiles d'araignées entre les jambes.